

Stratégie de l'ILC 2022-30

Projet avancé pour la réunion du Conseil du 29 juillet 2021

Notre vision :

Un monde juste, équitable et durable.

Notre mission :

*Transférer le pouvoir aux femmes, aux hommes et aux communautés
qui vivent de la terre et de ses ressources.*

Notre objectif :

Une gouvernance foncière centrée sur les personnes

Nos points communs

La terre. C'est une marchandise comme aucune autre. Nous vivons dessus. Nous la cultivons. Nous en buvons et construisons notre avenir sur elle. Mais - de plus en plus et de manière effrayante - nous ne la partageons pas de manière égale.

Des droits fonciers équitables sont la clé du progrès en matière de droits de l'homme, de sociétés florissantes et saines, et d'une planète durable. Ils sont au cœur du défi le plus urgent de notre époque : éviter un effondrement catastrophique du climat. Des droits fonciers équitables sont également synonymes de sociétés pacifiques et démocratiques, de systèmes alimentaires locaux durables et résilients, et de lutte contre les inégalités croissantes, notamment celles entre les sexes.

À l'heure actuelle, trop de terres sont contrôlées, gérées et utilisées par un trop petit nombre de personnes, d'une manière qui ne convient pas à la grande majorité des peuples, ni à la planète. Cette situation est injuste et insoutenable.

Cela est particulièrement vrai pour les **personnes vivant sur et à partir de la terre**. Nous entendons par là les femmes, les jeunes, les agriculteurs familiaux et paysans, les peuples autochtones, les pasteurs, les habitants des forêts, les chasseurs-cueilleurs, les pêcheurs, les afro-descendants et les communautés locales pour lesquels nous travaillons collectivement. Ce sont ces voix qui doivent être entendues dans les prises de décision, notamment en ce qui concerne leurs terres. Pourtant, elles sont souvent

marginalisées et, dans de nombreux pays, elles sont confrontées à la réduction de l'espace civique et voire la criminalisation.

Les derniers points chauds de la biodiversité se trouvent sur les territoires ancestraux des populations autochtones, mais ils sont confrontés à des empiètements massifs, dus en partie aux industries extractives et à la cupidité des entreprises. Quatre cinquièmes des terres revendiquées par les peuples indigènes et les communautés locales ne sont pas reconnues légalement comme leur appartenant. Pourtant, 70 % des terres agricoles du monde sont sous le contrôle de seulement 1 % des entreprises et des particuliers propriétaires de terres.

C'est un affront aux droits de l'homme et à la dignité de millions de femmes, des hommes et des communautés. C'est ignorer les relations profondes et multiformes entre les personnes et leur terre, et entre la terre et ses habitants. C'est un moteur de conflits violents et de dépossession de ceux qui ont été historiquement exclus. Après des décennies de déclin relatif, les conflits violents sont à nouveau en hausse et c'est souvent à cause de la terre.

La manière dont la terre est distribuée est une expression puissante de ce que les sociétés et les économies représentent et a longtemps défini le fossé entre les riches et les pauvres. La dépossession est souvent un choix politique délibéré. L'ILC remet en question les relations de pouvoir inégales qui permettent trop souvent à la terre d'être concentrée dans les mains de quelques riches, au détriment des personnes les plus vulnérables à la pauvreté et à l'exploitation. Nous nous lançons dans cette stratégie alors que le monde est ébranlé par la pandémie de COVID19, l'autoritarisme est en hausse et que l'ampleur réelle de l'urgence climatique devient tangible pour nous tous.

En 2015, 193 dirigeants mondiaux se sont engagés à "ne laisser personne de côté", en garantissant un monde meilleur en 2030 et en fixant des objectifs pour un avenir durable, pacifique et prospère pour les populations et la planète. Il s'agit d'une vision inspirante qui promet que les voix seront entendues et que la pleine participation et une véritable démocratie seront garanties. Les droits fonciers sont fondamentaux pour 13 Objectifs de développement durable (ODD), 59 cibles et 65 indicateurs. Malheureusement, la réalité est que nous n'avons pas encore fait de progrès sur ces promesses.

Nous sommes en situation d'urgence climatique. Les droits fonciers sont un moyen d'en sortir.

Les forêts gérées par les peuples autochtones et les communautés locales stockent 3,7 milliards de tonnes de carbone et présentent des taux de déforestation équivalents - voire inférieurs - à ceux des parcs nationaux et des réserves naturelles. L'accord de Paris a reconnu le rôle important des peuples autochtones et des communautés locales et de leurs connaissances traditionnelles pour éviter le dérèglement climatique. Sans droits fonciers sûrs, en particulier sur les terres et territoires détenus collectivement, les femmes, les hommes et les communautés sont incapables de s'adapter à l'urgence climatique et d'en atténuer les effets, et se retrouvent en situation de vulnérabilité. La reconnaissance légale des droits fonciers coutumiers apporte la sécurité et augmente la résilience en incitant à investir dans la gestion durable des ressources naturelles.

Une occasion de changement

Cette stratégie coïncide avec un moment décisif de notre histoire. Les scientifiques mettent également en garde contre l'étroitesse de la fenêtre dont nous disposons au cours de cette décennie pour éviter un effondrement du climat. Nous devons de toute urgence progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable. Nous pouvons saisir l'occasion de construire de nouveaux systèmes qui fonctionnent pour les peuples et la planète alors que nous sortons de la pandémie de COVID19.

L'objectif de l'ILC de garantir les droits fonciers pour et avec les personnes qui vivent de la terre - ce que nous appelons la gouvernance foncière centrée sur les personnes - jette les bases d'un développement durable dirigé par les communautés et constitue la première étape pour s'éloigner des approches destructives et non durables de la terre, de l'eau et des ressources naturelles. La terre relie tout.

La stratégie 2022-30 de l'ILC présente la manière dont nous utiliserons le pouvoir de la coalition, dirigée par des membres qui sont des *organisations du peuple*,¹ pour exiger la reconnaissance des droits fonciers que ces organisations représentent : femmes, jeunes, agriculteurs familiaux et paysans, peuples autochtones, pasteurs, habitants des forêts, pêcheurs, afro-descendants et communautés locales. Cela signifie la reconnaissance légale et la protection des droits fonciers et territoriaux des peuples autochtones, ou - dans des contextes très inégaux - la redistribution des terres. La sécurité des droits fonciers et territoriaux est la base sur laquelle les gens peuvent construire l'avenir qu'ils souhaitent. C'est également bon pour la planète entière.

C'est notre contribution à la construction d'un monde plus juste, équitable et durable.

Tirer parti de nos réalisations

"L'ILC... a enregistré des changements au niveau des politiques et des pratiques qui dépassent les objectifs qu'elle s'était fixés. Elle y est parvenue en travaillant en tant que réseau mondial tout en organisant largement son travail par le biais de plateformes transformatrices dirigées par les membres aux niveaux national, régional et mondial. " Rapport final de l'évaluation indépendante de l'impact de la stratégie du ILC 2016-21

Notre stratégie ambitieuse - mais réalisable - à l'horizon 2030 s'appuiera sur ce que nous avons accompli ensemble au cours des 25 premières années.

Lorsque l'ILC a été fondée en 1996, les droits fonciers étaient presque invisibles dans les agendas internationaux. Grâce aux efforts de beaucoup - y compris de l'ILC - cela a maintenant changé, et un nombre croissant d'engagements régionaux et mondiaux reconnaissent la centralité des droits fonciers.

Afin de trouver des solutions durables, il est clair que nous ne pouvons pas travailler de manière isolée. La gouvernance foncière est une question complexe et les systèmes que nous cherchons à changer sont profondément ancrés dans des relations de pouvoir inégales. C'est pourquoi la création et le

¹ L'ILC reconnaît les droits collectifs des peuples autochtones. Toutefois, afin d'inclure tous les groupes d'intérêt de l'ILC, le mot "peuple" est écrit sans le "s", sauf lorsqu'il est fait explicitement référence aux peuples autochtones.

renforcement de partenariats fondés sur la confiance sont essentiels pour résoudre les problèmes de gouvernance foncière et sont au cœur de l'approche de l'ILC.

L'ILC a travaillé dur pour aider à **traduire les engagements mondiaux en changements sur le terrain, avec des résultats tangibles**. En 2016-21, des partenariats fructueux menés par des membres de l'ILC ont influencé l'adoption de 83 politiques et lois " centrées sur les personnes " sur les droits fonciers dans 29 pays. Sur la même période, l'ILC a contribué 125 fois à améliorer la mise en œuvre des politiques dans 32 pays. L'ILC a développé un outil de suivi, LANDex, qui permet aux membres de rassembler les **données des personnes**² sur les droits fonciers afin de demander des comptes aux gouvernements - et qui commence même à susciter l'intérêt des gouvernements.

Plus de 50 coalitions nationales, dirigées par des membres de l'ILC, ont travaillé avec des alliés au-delà de notre réseau pour bâtir des ponts entre les gouvernements et les communautés locales afin de trouver des solutions durables pour la gouvernance foncière, où chacun a un siège à la table. Ces partenariats sont un espace d'innovation et d'apprentissage, du mondial au local, et sont complétés par des partenariats thématiques régionaux et mondiaux. Ensemble, ils ont réussi à influencer les politiques mondiales et nationales.

Le **réseau de l'ILC est devenu une puissante force de changement**. Au cours des six dernières années, l'ILC a doublé le nombre de ses membres pour devenir l'un des principaux réseaux de défense des droits fonciers, avec plus de 300 membres couvrant 84 pays. Dès le début, l'ILC a été unique dans sa diversité, en rassemblant des organisations de la société civile et des organisations intergouvernementales au sein d'une coalition dirigée par ses membres, avec une vision et un objectif communs.

Poursuivant son évolution en tant que réseau mondial doté de solides plates-formes régionales, l'ILC place désormais au centre de ses préoccupations les organisations populaires qui appartiennent aux femmes, aux jeunes, aux agriculteurs familiaux et paysans, aux peuples indigènes, aux éleveurs, aux habitants des forêts, aux chasseurs-cueilleurs, aux pêcheurs, aux afro-descendants et aux communautés locales. Ces membres représentent directement plus de 56 mille communautés et plus de 71 millions de personnes.

Ils sont la raison de notre existence.

Travailler au changement des systèmes

Si nous sommes fiers de nos réalisations, cela ne suffit pas encore. Nous avons réussi à changer les politiques et les pratiques, mais pas encore à changer les systèmes et les structures de pouvoir qui régissent la terre. L'inégalité et la dépossession persistent parce qu'elles servent les intérêts des puissants. Pour un véritable changement des systèmes, le pouvoir de fixer les règles doit être entre les mains des personnes dont la vie dépend de la terre.

Le changement de système consiste à déplacer le pouvoir. Cette stratégie vise à le faire tout en **remettant en cause la perpétuation de l'inégalité par les dix engagements de l'ILC pour une gouvernance foncière centrée sur les personnes**. La gouvernance foncière centrée sur les personnes

² Nous utilisons le terme "données des personnes" pour désigner toutes les informations liées à la terre collectées et utilisées par les individus, les communautés et leurs organisations pour promouvoir une gouvernance foncière centrée sur les personnes. Il s'agit de mettre en évidence et de désagréger la façon dont nos membres vivent la gouvernance foncière, qui est souvent absente des chiffres officiels.

construit la démocratie par le bas. **Sans elle, il ne sera pas possible de parvenir à un développement inclusif et durable qui "ne laisse personne de côté".**

Nous pensons que seule une **action collective** peut apporter des changements significatifs. C'est pourquoi nous rassemblons divers groupes pour trouver des solutions qui fonctionnent pour ceux qui sont historiquement exclus de la prise de décision. Pour ce faire, nous œuvrons en faveur d'un **changement des systèmes à tous les niveaux**, grâce à la diversité de nos membres, qui sont les mieux placés pour agir aux niveaux local, national, régional et mondial. L'ILC est un réseau avec des plateformes mondiales et régionales, et des coalitions nationales pour la terre dans plus de 30 pays.

Par-dessus tout, nous nous efforçons de tirer parti de nos premiers succès dans la lutte contre la plus grande des inégalités : l'inégalité entre les sexes. La justice entre les sexes est un engagement transversal de cette stratégie et c'est pourquoi nous participons à l'élaboration du plan d'accélération mondial pour l'égalité entre les sexes.

En regardant vers l'intérieur, cette stratégie représente également un changement de pouvoir interne pour mettre les différents types d'**organisations populaires** au premier plan des initiatives de l'ILC à travers nos plateformes dirigées par les membres - nationales et internationales.

Les engagements de notre réseau

Les membres de l'ILC se réunissent pour œuvrer en faveur d'une gouvernance foncière centrée sur les populations. Celle-ci est définie par dix engagements, auxquels tous les membres adhèrent :

1. Sécurité des droits fonciers
2. Renforcer les systèmes agricoles de petite échelle
3. Diversité des systèmes fonciers
4. Égalité des droits fonciers pour les femmes
5. Sécuriser les droits fonciers territoriaux pour les peuples autochtones
6. Écosystèmes gérés localement
7. Prise de décision inclusive
8. Informer de manière transparente et rendre des comptes
9. Agir efficacement contre l'accaparement des terres
10. La protection des défenseurs des droits fonciers

Ces engagements définissent le changement que nous recherchons. Ils structurent nos efforts collectifs.

En outre, tous les membres de l'ILC s'engagent à :

Justice de genre

La justice de genre est fondamentale pour parvenir à une gouvernance foncière centrée sur les populations. Nous nous engageons à briser les cycles d'injustice de genre dans notre propre coalition et nos partenariats. Nous construisons activement une culture de travail sensible au genre, des espaces sûrs pour tous, et soutenons la pleine participation et le leadership des femmes, au sein de notre réseau et au-delà.

Défendre les défenseurs

Nous soutenons nos membres qui sont en première ligne pour garantir les droits fonciers de leurs communautés. Nous nous engageons à les soutenir de la meilleure façon possible et à faire en sorte que notre coalition soit une plateforme pour leurs voix. Dans le monde d'aujourd'hui, être un défenseur de la terre et de l'environnement est un choix qui peut être dangereux, voire fatal. Nous nous engageons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger nos membres et leurs communautés qui sont criminalisés, intimidés et marginalisés pour avoir plaidé en faveur du changement.

Notre objectif

Une gouvernance foncière centrée sur les personnes

Notre objectif est simple mais ambitieux. Garantir les droits fonciers³, répondre aux besoins et protéger les droits de ceux qui vivent de la terre et de ses ressources, et d'autres progrès suivront. Donner la priorité aux femmes, dont le leadership offre le plus grand potentiel de changement.

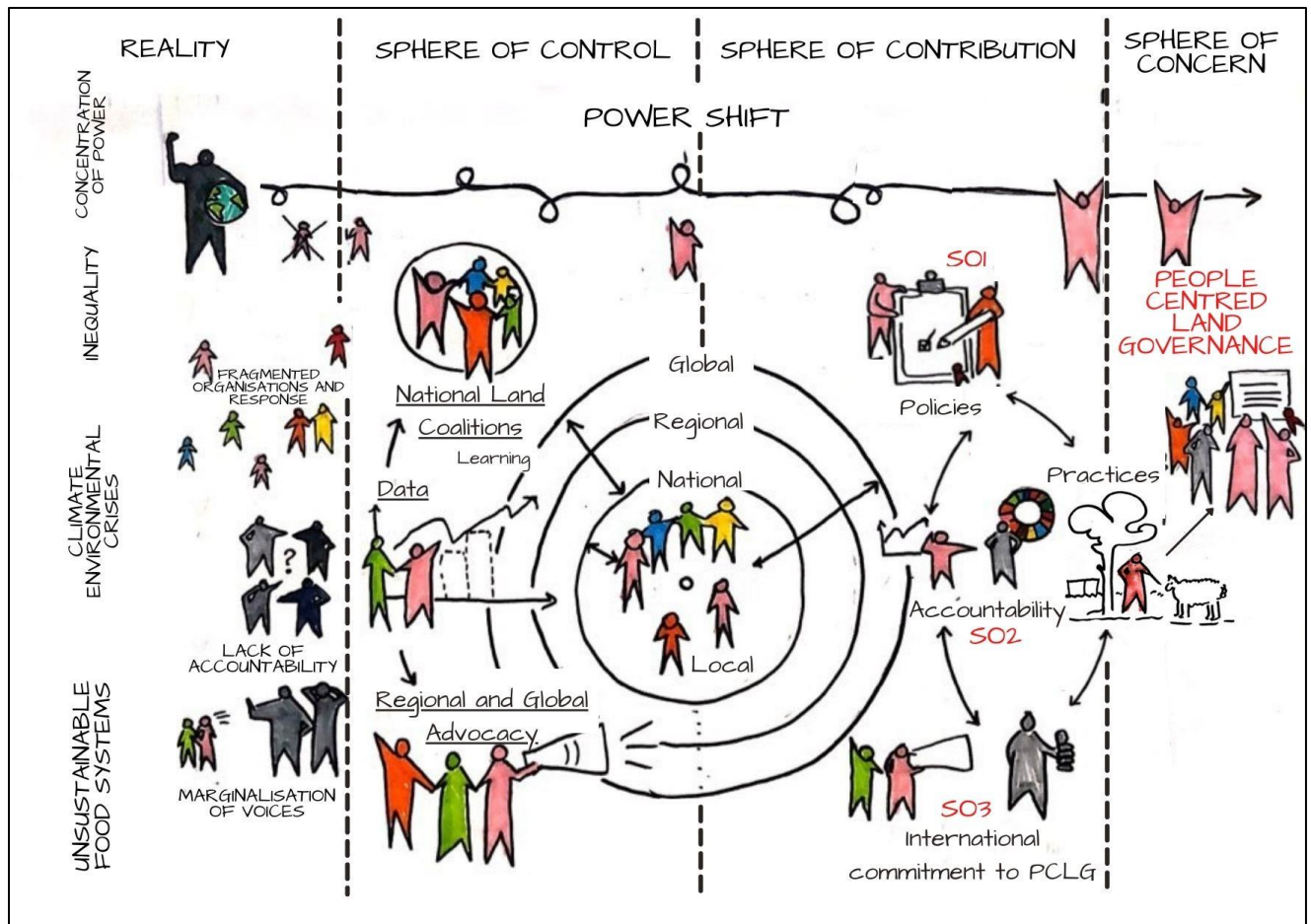
Nous mesurons notre impact en suivant les progrès réalisés dans la sécurisation des droits fonciers collectifs et individuels, en réduisant l'écart avec les cibles convenues au niveau mondial dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Ces 17 cibles couvrent la pauvreté à la paix, la faim à la santé, l'éducation à l'égalité, tout en soulignant la nécessité de travailler en partenariat. La terre est la clé pour garantir la réalisation de ces objectifs.

Notre objectif est que 30 % de tous les pays rendent compte des cibles des ODD liées à la terre, que 50 % des pays dotés de coalitions nationales pour la terre reconnaissent les droits fonciers des femmes dans la pratique et que l'insécurité foncière perçue dans ces pays diminue de 20 %.

Comment y parvenir : notre théorie du changement

Voici notre théorie du changement - comment nous envisageons d'atteindre notre objectif collectif grâce à la puissance de notre réseau. Cela ne peut se faire qu'avec des organisations de personnes qui dirigent nos efforts à tous les niveaux.

³Lorsqu'il est fait référence aux *droits fonciers* dans l'ensemble du document, il s'agit des "*droits d'occupation sûrs sur les terres*" (y compris les droits d'occupation légitimes qui ne sont pas actuellement protégés par la loi), comme indiqué dans les Directives Volontaires.



Pour commencer, le changement pour lequel nous travaillons se situe au niveau **local et national**. Les membres de l'ILC, avec des organisations populaires à leur tête, établissent des partenariats larges et diversifiés par le biais de coalitions nationales pour la terre afin de trouver des solutions pour défendre, sécuriser ou récupérer les droits fonciers. Nous investissons dans l'apprentissage par les pairs, le développement du leadership - en particulier pour les organisations populaires et les femmes - et le soutien à la collecte de fonds (SO1).

Les coalitions nationales pour la terre sont alors équipées pour collecter et utiliser les données des personnes afin de compléter les données officielles du gouvernement, de suivre les progrès réalisés par rapport aux engagements nationaux et internationaux et de demander des **comptes** aux gouvernements et aux entreprises. (SO2).

Les données des personnes constituent une base puissante pour un dialogue fondé sur des preuves et des actions ultérieures entre les gouvernements démocratiques et la société civile. Les partenariats à long terme et inclusifs au niveau national ne provoquent pas seulement des politiques et des lois, des agendas et des pratiques axés sur les personnes, mais ils transfèrent également le pouvoir aux femmes, aux hommes et aux communautés que nous servons.

Dans le même temps, le plaidoyer dans les **espaces régionaux et mondiaux** amplifie la voix des organisations populaires et renforce la volonté politique dans les pays pour une gouvernance foncière

centrée sur les personnes. Cela crée à son tour un environnement propice au travail de nos membres dans leur propre pays sur les thèmes définis par nos dix engagements (SO3).

En travaillant au sein de vastes partenariats, l'impact de l'ILC dépasse largement les limites de son réseau ou de son budget. Il contribue à changer les agendas, les politiques et les pratiques des gouvernements, des autorités traditionnelles et des entreprises afin de garantir les droits fonciers pour et avec les populations.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 : les coalitions foncières nationales contribuent à une gouvernance foncière centrée sur les populations

L'ILC a soutenu avec succès des coalitions nationales pour la terre dans trente pays. Celles-ci sont au centre de l'accélération de la reconnaissance, de la défense, de la protection et de la redistribution des droits fonciers dans leur pays.

Parce que les problèmes fonciers varient d'un pays à l'autre, chaque coalition nationale pour la terre est différente. Il n'existe pas de solution unique. Néanmoins, elles rassemblent toutes des alliés qui contribuent à améliorer les politiques et les pratiques, à garantir les droits fonciers, à protéger l'espace civique, à modifier les déséquilibres de pouvoir et à renforcer la responsabilité.

Les coalitions nationales pour la terre s'appuient sur les diverses forces des membres du ILC. L'ILC aide les organisations populaires à prendre la tête des coalitions nationales afin que leurs voix définissent la vision et l'orientation stratégiques et s'assurent qu'elles répondent aux priorités locales. Ce faisant, elles remettent en question les asymétries de pouvoir, encouragent l'action collective et permettent une prise de décision inclusive. Ils provoquent l'action des autorités locales, des gouvernements, de leurs partenaires de développement et des entreprises.

Le rôle de l'ILC est de donner aux coalitions nationales les moyens d'être aussi stratégiques, efficaces et durables que possible. L'ILC ne sera pas un bailleur de fonds des coalitions nationales pour l'accès à la terre, mais plutôt un **facilitateur** (dans la création de partenariats et l'apprentissage par les pairs) et un **champion** (en diffusant le concept, en plaidant pour leur reconnaissance et en aidant à obtenir des fonds des donateurs).

L'ILC élargira l'impact des coalitions nationales pour l'accès à la terre en joignant ses efforts à ceux des membres qui soutiennent des plateformes similaires et en apprenant d'eux. Les plateformes régionales et mondiales dirigées par des membres complètent ces efforts par l'apprentissage par les pairs, le plaidoyer et la création de partenariats.

Ce que nous espérons réaliser dans le cadre de l'objectif stratégique 1 :

ER1.1 Les organisations populaires sont la force motrice des coalitions nationales pour la terre.

ER1.2. Les coalitions nationales pour la terre sont durables, innovantes et influentes.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 : les données des citoyens sont produites et utilisées pour demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises

L'ILC aide ses membres locaux et nationaux à collecter, utiliser et gérer leurs propres données sur les droits fonciers. Les données sont utilisées pour sensibiliser aux inégalités structurelles et pour mettre en place une action collective locale. Les membres se soutiennent mutuellement pour utiliser les données ventilées par sexe pour plaider en faveur de la transparence, demander des comptes, informer les actions et suivre les progrès vers le développement durable aux niveaux local, national, régional et mondial.

LANDex et d'autres outils soutenus par l'ILC permettent de surmonter la fragmentation des données, souvent en travaillant en étroite collaboration avec les bureaux nationaux de statistiques. Les données collectées par les membres - notamment au sein des coalitions nationales pour l'accès à la terre - sont utilisées pour compléter les ensembles de données officielles.

Cela ouvre également un espace de dialogue et de collaboration entre les coalitions nationales et le gouvernement, permettant aux coalitions nationales de demander à leurs gouvernements de rendre des comptes sur les progrès réalisés en matière de gouvernance foncière centrée sur les populations, notamment sur les indicateurs des ODD liés à la terre.

L'ILC collabore également à la mise en place d'observatoires fonciers régionaux et mondiaux et à la rédaction de rapports sur les progrès réalisés en matière de garantie des droits fonciers. Ces rapports soutiennent les programmes de changement des plateformes thématiques régionales et mondiales dirigées par les membres de l'ILC.

Ce que nous espérons réaliser dans le cadre de l'objectif stratégique 2 :

ER 2.1. Les acteurs clés produisent et utilisent les données des personnes.

ER 2.2. Les pays utilisent les données relatives aux personnes pour rendre compte de leurs progrès.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3 : le plaidoyer régional et mondial construit l'engagement politique en faveur d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes

Nous amplifions la voix de nos membres - en particulier des femmes et des jeunes - dans les espaces de plaidoyer mondiaux et régionaux, en nous unissant par-delà les frontières. Nous soutenons les organisations populaires pour qu'elles mènent des partenariats de membres régionaux et mondiaux solides, afin de faciliter l'apprentissage par les pairs, de façonner le récit et d'avancer vers la reconnaissance de la terre comme un droit humain.

Avec des partenaires au-delà de notre coalition, l'ILC s'efforce d'accroître la visibilité et l'engagement politique en faveur d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes, qui est essentielle pour faire face à l'urgence climatique et à d'autres défis mondiaux, notamment la lutte contre les inégalités, la construction de sociétés pacifiques et démocratiques et le renforcement de systèmes alimentaires locaux durables et résilients.

En tant que réseau, nous investissons également dans le renforcement des capacités pour soutenir le leadership des organisations populaires et les engagements de notre réseau en matière de justice de genre et de défense des défenseurs des terres.

Ce que nous espérons réaliser dans le cadre de l'objectif stratégique 3 :

ER.3.1. Les processus mondiaux et régionaux reconnaissent que le droit à la terre est essentiel pour faire face à l'urgence climatique et aux autres défis mondiaux.

ER 3.2. Les membres du réseau du ILC, en particulier les organisations populaires, ont une plus grande capacité à provoquer un changement inclusif

Le contexte des droits fonciers dans les régions de l'ILC

Les identités régionales fortes étant au cœur du mandat de l'ILC, les contextes régionaux et leurs climats politiques ont une influence sur nos orientations stratégiques, nos priorités régionales et notre engagement politique. Lorsque les situations évoluent rapidement, il en va de même pour nous, car nous surveillons et nous adaptons pour faire avancer notre programme commun.

AFRIQUE	L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES
<p>En Afrique, il existe une relation directe entre le manque de contrôle sur les terres par les communautés locales, y compris les femmes et les peuples autochtones, et les problèmes critiques auxquels le continent est confronté : la faim et la pauvreté, les inégalités extrêmes, les urgences climatiques et environnementales, les conflits récurrents et les déplacements forcés.</p> <p>Les cadres internationaux de politique foncière, tels que le cadre et les lignes directrices de l'Union africaine sur la politique foncière en Afrique, ont encouragé les pays à s'engager dans des réformes foncières et dans des politiques et lois foncières plus progressistes qui reconnaissent les droits des femmes, des communautés autochtones et locales sur la terre. Cependant, un fossé immense subsiste entre les politiques et les lois foncières et leur mise en œuvre effective. 63 % des acquisitions foncières à grande échelle concernent des terres appartenant à des collectivités.</p> <p>Cette stratégie contribue à l'avènement d'une Afrique meilleure, l'#AfriqueQueNousVoulons telle qu'exprimée dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en œuvrant à la mise en œuvre accélérée</p>	<p>L'Amérique latine concentre la plus grande biodiversité de la planète et absorbe des millions de tonnes de dioxyde de carbone de l'atmosphère grâce à ses immenses forêts. C'est aussi la région la plus dangereuse pour les défenseurs de la terre et de l'environnement, et celle où les inégalités foncières sont les plus fortes. Les 10 % de propriétaires fonciers les plus riches possèdent 75 % des terres agricoles, et les 50 % les moins riches moins de 2 %. Renforcée par les politiques de promotion des industries extractives et de l'agrobusiness, et aggravée par la corruption, cette inégalité déclenche des conflits sociaux et environnementaux, et conduit à une migration hors des zones rurales.</p> <p>Les mouvements sociaux qui défendent les territoires et promeuvent une relation saine avec l'environnement, comme l'agroécologie, ont obtenu des lois progressistes dans de nombreux pays. Ils ont influencé les traités internationaux qui reconnaissent les droits des peuples autochtones et des paysans. Cependant, un énorme fossé persiste en matière de respect et de mise en œuvre, et les efforts pour réduire le grand écart en matière</p>

<p>de politiques et de lois foncières progressistes afin de faire des droits fonciers des communautés locales, et notamment des femmes, une réalité.</p>	<p>d'égalité des droits fonciers des femmes sont encore insuffisants.</p> <p>Promouvoir le dialogue et le plaidoyer permanent avec les gouvernements, construire des alliances stratégiques pour s'assurer un plus grand poids politique, surveiller le statut des droits fonciers sont les stratégies que l'ILC LAC utilisera pour pousser à une réelle transformation.</p>
--	--

ASIA	EUROPE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
<p>L'Asie a connu une demande croissante d'acquisitions foncières à grande échelle, poussée par les entreprises et les industries extractives, laissant les communautés les plus marginalisées vulnérables aux conflits fonciers, aux expulsions forcées et à la criminalisation pour avoir protégé leurs droits.</p> <p>En Asie, l'inégalité de la répartition des exploitations et des terres s'est considérablement accrue à la suite de la révolution verte asiatique, avec une population croissante de sans-terre.</p> <p>En Asie centrale, la pression exercée par l'exploitation minière sur les terres de parcours met en péril des écosystèmes fragiles. À mesure que les investissements des entreprises et des institutions financières augmentent, la propriété et le contrôle des terres se concentrent et deviennent de plus en plus opaques. Bien que certains gouvernements d'Asie aient progressé dans l'élaboration de politiques foncières progressistes, leur mise en œuvre reste faible et le rétrécissement de l'espace démocratique rend de plus en plus difficile la défense de la justice.</p> <p>La garantie des droits fonciers collectifs est une voie importante pour réduire les inégalités et protéger les droits de ceux qui vivent de la terre, tout comme l'utilisation durable de la terre et des ressources naturelles. Ces deux éléments seront des éléments cruciaux de la prochaine stratégie de l'ILC Asie.</p>	<p>Couvrant trois continents aux dynamiques géographiques, climatiques, culturelles, sociales et politiques diverses, des défis communs, notamment l'urgence climatique et le dépeuplement des zones rurales, les déplacements forcés dus aux guerres, l'occupation et la migration pour une vie meilleure. Les paysages deviennent des "déserts sociaux" car les jeunes n'ont pas la possibilité de rester.</p> <p>Les Palestiniens sont confrontés à l'occupation de leurs terres et font l'objet de violations des droits de l'homme et d'une dépossession systématique.</p> <p>Le rôle des communautés locales en tant que gardiennes des biens communs a été largement méconnu et menacé par les pressions commerciales.</p> <p>Dans toute la région, les femmes sont confrontées à des défis similaires : manque d'accès à la terre et à la reconnaissance sociale, droits et opportunités sociaux et économiques limités, participation limitée aux processus décisionnels et sous-représentation dans les instances dirigeantes.</p> <p>Alors que les terres sont privatisées et que la pression pour l'expansion urbaine et les investissements augmente, le rôle des organisations de la société civile pour demander des comptes aux entreprises et aux gouvernements est essentiel.</p>

Nos valeurs

Notre stratégie guide notre travail : nos valeurs l'inspirent.

Nous sommes **fondés sur les droits et centrés sur les personnes**. Nous défendons la dignité l'identité et l'inclusion sociale inhérentes à toutes les femmes et de tous les hommes, comme le stipule la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous affirmons la reconnaissance internationale des droits fonciers et territoriaux collectifs des peuples autochtones. Nous travaillons pour une gouvernance foncière qui reconnaît les droits légitimes des femmes, des hommes et des communautés à être au centre des décisions concernant leurs terres, et qui respecte le fait que la terre est plus qu'un bien de production. La terre est une source de vie, de bien-être, de dignité et d'identité.

Nous sommes une **coalition de membres de même valeur**. Nous travaillons ensemble sur la base de la confiance, du respect mutuel et du leadership partagé. Nous accordons un espace égal à chaque membre de notre coalition. Nous reconnaissons la diversité et les asymétries au sein de notre réseau et, en accordant une attention particulière aux organisations de personnes parmi nos membres, nous nous efforcerons de modifier l'équilibre des pouvoirs afin que, indépendamment de leur taille, de leur capacité ou de leur position, nous ayons tous une voix égale dans les décisions concernant notre orientation en tant que réseau.

Nous sommes **autonomes**. En tant que coalition, nous sommes non partisans et indépendants des gouvernements, des donateurs, des partis politiques et des entreprises.

Remerciements

Dans notre coalition, ce sont les membres qui fixent le programme. Cette stratégie est le fruit de plus d'un an de consultations avec les membres sur la manière dont l'ILC peut soutenir au mieux leurs programmes de changement. Elle a été complétée par les recommandations de l'évaluation externe de l'impact de la stratégie précédente, avec des contributions de spécialistes du changement des systèmes. Sous la supervision d'un groupe de travail du Conseil de l'ILC, des projets ont été présentés aux membres lors de réunions régionales et d'autres forums spécialisés.

La stratégie sera mise en œuvre par le biais de trois plans de travail et budgets triennaux, chacun approuvé par le Conseil et évalué de manière indépendante, avec des recommandations pour la prochaine période triennale. L'Assemblée des membres approuve les rapports triennaux et les ajustements du modèle de fonctionnement du ILC. Tous ces documents sont accessibles au public sur le site Web de l'ILC www.landcoalition.org.

Nous tenons à remercier nos partenaires stratégiques, qui financent l'ILC avec suffisamment de souplesse pour que les priorités et les décisions soient prises par les membres.

(logos des partenaires stratégiques et des donateurs)

Pour toute information, mises à jour et accès aux profils de nos membres et de nos réalisations collectives, visitez www.landcoalition.org.

Nos médias sociaux :